

## Liban/Au surlendemain de la démission choc du Premier ministre

### Beyrouth plaide pour l'unité

AFP

Beyrouth/Liban

*"L'unité nationale reste primordiale pour préserver la stabilité, sur le plan sécuritaire et politique", a souligné hier le président Michel Aoun.*

LE président du Liban Michel Aoun a plaidé hier pour l'unité entre les forces politiques dans un pays fragilisé par les crises, afin de prévenir toute retombée de la démission choc du Premier ministre Saad Hariri. Samedi depuis la capitale saoudienne Ryad, M. Hariri, un protégé de l'Arabie saoudite, a annoncé sa démission qui a pris de cours l'ensemble des dirigeants politiques libanais.

Il a dit craindre pour sa vie et dénoncé la "mainmise" et "l'ingérence" de l'Iran dans les affaires du Liban à travers son allié libanais, le Hezbollah.

Pour des experts, cette démission s'inscrit dans le cadre des luttes d'influence entre l'Arabie saoudite sunnite et l'Iran chiite, les deux poids lourds régionaux qui se sont livrés hier à une passe d'armes violente sur le Yémen, pays en guerre (lire ci-contre). Alors que la décision de M.

Hariri a fait craindre un retour aux violences dans un pays miné par l'instabilité politique, le président Aoun et le chef du puissant mouvement armé du Hezbollah, Hassan Nasrallah, ont tenté de calmer le jeu et ont appelé au calme. Hier à Beyrouth, M. Aoun a convoqué les ministres de la Défense, de l'Intérieur et de la Justice, ainsi que le chef de l'armée et le directeur de la Sûreté générale, pour évoquer la situation née de la démission de M. Hariri.

*"Le fait que tous les dirigeants politiques s'associent aux appels au calme, renforce la stabilité et préserve l'unité nationale", a-t-il assuré lors de la réunion, selon le compte Twitter de la présidence.*

**"PRESERVER LA STABILITE"** • *"L'unité nationale reste primordiale pour préserver la stabilité, sur le plan sécuritaire et politique", a souligné le chef de l'Etat, qui a consulté ces derniers jours les dirigeants du Koweït, d'Egypte et de Jordanie.*

M. Aoun n'a pas encore dit s'il acceptait ou non la démission de M. Hariri, mais le ministre de la Justice Salim Jraissati a répété qu'il ne *"prendrait aucune décision unilatérale avant*

*d'avoir pu rencontrer"* le Premier ministre démissionnaire.

Ce dernier se trouvait toujours hier en Arabie saoudite où il a été reçu à Ryad par le roi Salmane.

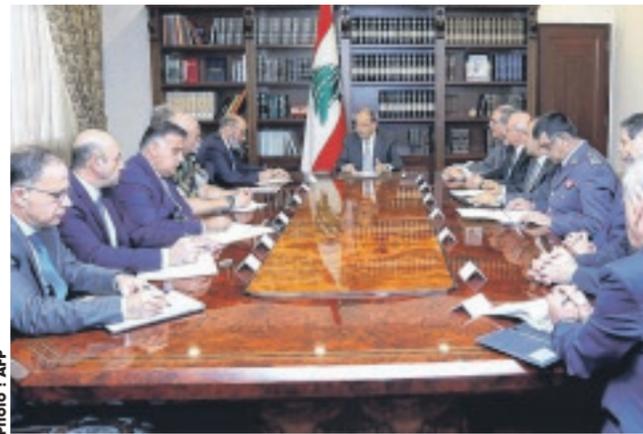
M. Hariri, qui avait déjà été Premier ministre de 2009 à 2011, a accusé samedi l'Iran d'avoir *"créé un Etat dans l'Etat"*, et de vouloir *"avoir le dernier mot dans les affaires du Liban"*. Son père, lui-même ex-Premier ministre, a été assassiné en 2005 à Beyrouth.

Le Hezbollah, seul mouvement à ne pas avoir déposé les armes après la guerre civile (1975-1990) est accusé par ses détracteurs d'avoir la haute main sur les affaires de l'Etat et son arsenal est l'une des principales pommes de discorde dans le pays.

Son chef, Hassan Nasrallah, a choisi l'apaisement dans sa réaction dimanche à la démission de M. Hariri, qu'il a même regrettée.

Il a accusé Ryad de l'avoir contraint à démissionner. *"Ce n'était ni son intention, ni sa volonté, ni sa décision"*, a-t-il assuré, précisant que le chef du gouvernement était attendu jeudi au Liban, *"si on lui permet de revenir"*.

**"GRANDE INCERTITUDE"** • Le Hezbollah est



Le président Michel Aoun (au fond) réunissant hier ministres et responsables de l'armée et de la sécurité. Objectif : préserver la stabilité du Liban.

classé organisation "terroriste" par l'Arabie saoudite et les Etats-Unis.

Si M. Aoun accepte la démission de M. Hariri, son cabinet deviendra automatiquement un gouvernement d'affaires courantes. Dans ce pays, la nomination du Premier ministre et l'élection du président sont toujours le fruit de longues tractations entre formations politiques pour la plupart rivales.

La démission de M. Hariri risque fort de reporter les élections législatives attendues en mai, les premières organisées depuis 2009 en raison des multiples crises politiques. Si bien que le Parlement s'est prorogé son propre mandat à deux reprises.

Pour Sami Atallah, directeur du "Lebanese Center for Policy Studies", le Liban va connaître une période de *"grande incertitude"*.

Il cite la *"vulnérabilité macroéconomique"* du pays, mais aussi les défis en terme de *"créations d'emplois, la confiance dans l'économie, l'investissement et l'attrait de nouveaux entrepreneurs"*.

*"Nous n'avons pas de Premier ministre en place, nous ne savons pas si nous allons en avoir un bientôt. Le pays entier est en jeu. Le système politique entier est en jeu. Est-ce que (les dirigeants) vont réussir à être à la hauteur, (...) mettre leurs différences de côté et réaliser la gravité de la situation dans laquelle nous sommes ?"*

## Espagne/Laissé libre en Belgique

### Puigdemont s'en prend à Madrid

AFP

Bruxelles/Belgique

*Le gouvernement espagnol serait "loin de la pratique démocratique" aux yeux du chef de l'exécutif catalan destitué.*

LE président catalan destitué Carles Puigdemont s'en est pris hier à un gouvernement espagnol *"loin de la pratique démocratique"* selon lui, dans sa première déclaration depuis sa remise en liberté en Belgique, où sa présence provoque des remous politiques.

*"Libre et sans caution"*, a lancé hier M. Puigdemont, dans un message en catalan sur le réseau social Twitter, au lendemain de la notification qui lui a été faite par la justice belge du mandat d'arrêt émis par Madrid à son encontre.

*"Nos pensées sont pour les collègues injustement emprisonnés par un Etat qui est loin de la pratique démocratique"*, a-t-il ajouté, en référence au placement en détention en Espagne d'autres anciens membres de son gouvernement destitué.

Carles Puigdemont et quatre de ses anciens ministres exilés en Belgique depuis

une semaine sont finalement ressortis libres dans la nuit de dimanche du bureau d'un juge d'instruction belge au terme d'une longue journée d'audition.

Les cinq Catalans ont été laissés en liberté sous conditions, dans l'attente de l'examen sur le fond des mandats d'arrêt émis par l'Espagne. Ils ont interdiction de quitter le territoire belge, doivent avoir une adresse fixe et devront se présenter *"personnellement"* à toute convocation de la justice et de la police, a précisé le parquet de Bruxelles.

Il revient désormais à une autre juridiction, la Chambre du conseil, de se prononcer dans les 15 prochains jours sur l'exécution du mandat d'arrêt émis vendredi soir par la justice espagnole pour *"rébellion, sédition, détournement de fonds publics et désobéissance à l'autorité"*.

Une première audience devant cette Chambre a été fixée au vendredi 17 novembre à 14h00 (même heure au Gabon), selon une source judiciaire.

**TENSIONS EN BELGIQUE** • Le mandat d'arrêt européen a été créé pour faciliter l'extradition entre Etats mem-

bres de l'UE, mais la procédure judiciaire qui s'est ouverte peut durer jusqu'à trois mois.

Ce scénario d'une présence prolongée sur le sol belge de M. Puigdemont - qui s'est dit prêt, avec le soutien de son parti (le PDeCAT), à être tête de liste aux élections régionales en Catalogne du 21 décembre - risque de raviver des tensions politiques au sein de la coalition gouvernementale belge.

Le ministre des Affaires étrangères, Didier Reyniers, a appelé hier à *"laisser la justice belge et la justice espagnole faire leur travail"*, loin des considérations politiques.

Il était interrogé sur les remous provoqués par la crise catalane dans le gouvernement fédéral belge, au sein duquel les nationalistes flamands de la N-VA sont très favorables à la cause catalane.

Ce parti de la coalition gouvernementale avait dans un premier temps applaudi le Premier ministre francophone Charles Michel, un des rares dirigeants européens à avoir condamné les violences policières lors du référendum illégal d'autodétermination en Catalogne. Mais M. Michel avait ensuite appelé les nationalistes fla-



Le président catalan déchu, Carles Puigdemont : "Nos pensées sont pour les collègues injustement emprisonnés par un Etat qui est loin de la pratique démocratique".

mands *"à ne pas jeter de l'huile sur le feu"* dans les relations tendues avec Madrid. Il visait en particulier le secrétaire d'Etat Theo Francken, de la N-VA, qui avait jugé *"pas irréaliste"* que M. Puigdemont formule une demande d'asile en Belgique.

Le ministre de l'Intérieur Jan Jambon, lui aussi issu de la N-VA, est revenu à la charge dimanche en disant qu'il *"se posait des questions"* sur le fait que le gouvernement espagnol *"peut aller aussi loin"*. Le député européen espagnol Esteban Gonzalez Pons, membre du parti conservateur au pouvoir en Espagne, a vivement répliqué, dans une interview à la télévision

nationale espagnole. *"M. Jambon appartient à un parti qui a collaboré avec l'occupation allemande pendant la Deuxième Guerre mondiale, un parti xénophobe qui n'est un allié recommandable pour personne"*, a-t-il lancé, accusant les nationalistes flamands d'instrumentaliser la crise catalane pour des questions de politique interne.

Pour le gouvernement belge, *"la première des choses, c'est de garder le dialogue avec l'Espagne, parce que notre interlocuteur, c'est l'Espagne, c'est le gouvernement espagnol"*, a insisté de son côté hier le ministre belge des Affaires étrangères.

## A travers le monde

**•Arabie Saoudite-Iran/Diplomatie. Passe d'armes entre Ryad et Téhéran sur le Yémen**

L'Arabie saoudite et l'Iran se sont livrés hier à une violente passe d'armes au sujet du Yémen, déclenchée par un tir de missile de rebelles yéménites proiraquiens intercepté au dessus de l'aéroport international de Ryad le week-end.

**•Etats-Unis/Fusillade. 26 morts dans une église du Texas**



Un homme a tué 26 personnes dans une église du Texas en plein service religieux lors d'une des pires fusillades de l'histoire récente des Etats-Unis, qui a redonné de la voix aux partisans d'un plus strict contrôle des armes à feu.

**•Islande/Politique. Echec du premier round des négociations pour former un gouvernement**

La dirigeante du Mouvement Gauche-Verts, Katrin Jakobsdottir, a annoncé hier au président islandais l'échec des négociations en vue de former un gouvernement, dix jours après des législatives qui n'ont vu aucune majorité se dégager.

**•Italie/Politique. Elections en Sicile : la droite de Berlusconi revendique la victoire**



Silvio Berlusconi (photo), éternel revenant de la politique italienne, a revendiqué hier la victoire aux élections régionales de dimanche en Sicile, avec un net avantage sur les populistes du Mouvement 5 Etoiles (M5S).

**•Yémen/Jihadistes. 35 morts à Aden, dernier bilan**

Les forces de sécurité yéménites ont mis fin hier à une attaque à Aden ("L'Union" d'hier), revendiquée par le groupe Etat islamique (EI), suivie par une prise d'otages, au prix de combats ayant fait 29 morts dans leurs rangs et six parmi des civils.